

L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Délégation des Barreaux de France

TABLE DES MATIERES

Editorial : Le droit européen des sociétés : un instrument pour le retour de la croissance	5
<i>Pierre-Henri Conac, Professeur à l'Université du Luxembourg, Membre du Groupe informel d'experts en droit des sociétés (ICLEG)</i>	

Dossier spécial

Droit européen des sociétés et fiscalité des sociétés

Quelques remarques sur la proposition de directive relative aux sociétés unipersonnelles à responsabilité limitée du 9 avril 2014	8
--	---

Philippe Bédard, Avocat au Barreau de Paris, Expert français auprès du Comité « Droit des sociétés » du Conseil des Barreaux européens

Les aspects « gouvernance » des propositions de la Commission européenne du 9 avril 2014 (droits des actionnaires de sociétés cotées, principe « appliquer ou s'expliquer »)	13
---	----

Jean-Paul Valuet, Secrétaire général de l'Association nationale des sociétés par actions

La Responsabilité Sociale des Entreprises – RSE – et la profession d'avocat	21
--	----

Florence Richard, Avocat au Barreau de Paris, Associée fondatrice de KERSUS Avocats, Experte RSE auprès du Barreau de Paris et du Comité « RSE » du Conseil des Barreaux européens

Refonte du régime fiscal des sociétés « mères-filles » : « faut pas abuser »	24
---	----

Jean-Michel Darrois, Avocat au Barreau de Paris, Membre de la Délégation française au Conseil des Barreaux européens, Vincent Agulhon, Avocat au Barreau de Paris, et Zoé Attali, Avocat au Barreau de Paris

Point sur

L'influence de la France sur la scène européenne et internationale par la promotion du droit continental	32
---	----

David Gordon-Krief, Président du Groupe des Professions Libérales au Conseil Economique, Social et Environnemental, Avocat au Barreau de Paris

La détermination de la juridiction compétente du contrat international de concession exclusive	36
---	----

Roberta Ribeiro-Oertel, Docteur en droit international, Maître d'enseignement à l'Ecole des avocats du Barreau de Paris et à l'Institut européen d'administration publique (EIPA) – Luxembourg, Avocate au Barreau de São Paulo, Brésil

Chronique de contentieux de l'Union européenne

L'arrêt Intel : l'économie est-elle soluble dans le droit ?	40
--	----

Antoine Winckler, Avocat aux Barreaux de Paris et Bruxelles, Expert français auprès de la Délégation permanente auprès de la CJUE et du TPUE du Conseil des Barreaux européens

L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Délégation des Barreaux de France

DOSSIER SPÉCIAL

Droit européen des sociétés et fiscalité des sociétés

SOMMAIRE

Quelques remarques sur la proposition de directive relative aux sociétés unipersonnelles à responsabilité limitée du 9 avril 2014

Philippe Bédard

Avocat au Barreau de Paris, Expert français auprès du Comité « Droit des sociétés » du Conseil des Barreaux européens..... 8

Les aspects « gouvernance » des propositions de la Commission européenne du 9 avril 2014 (droits des actionnaires de sociétés cotées, principe « appliquer ou s'expliquer »)

Jean-Paul Valuet

Secrétaire général de l'Association nationale des sociétés par actions..... 13

La Responsabilité Sociale des Entreprises – RSE – et la profession d'avocat

Florence Richard

Avocat au Barreau de Paris, Associée fondatrice de KERSUS Avocats, Experte RSE auprès du Barreau de Paris et du Comité « RSE » du Conseil des Barreaux européens..... 21

Refonte du régime fiscal des sociétés « mères-filles » : « faut pas abuser »

Jean-Michel Darrois

Avocat au Barreau de Paris, Membre de la Délégation française au Conseil des Barreaux européens..... 24

Vincent Agulhon

Avocat au Barreau de Paris..... 24

Zoé Attali

Avocat au Barreau de Paris..... 24

L'actualité du droit de l'Union européenne

Bibliothèque	111
Informations générales	117
Nos formations	118
Autres manifestations	119
Nos partenaires	120

L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Délegation des Barreaux de France

Point sur ...

SOMMAIRE

L'influence de la France sur la scène européenne et internationale par la promotion du droit continental

David Gordon-Krief

Président du Groupe des Professions Libérales au Conseil Economique, Social et Environnemental, Rapporteur de l'avis « L'influence de la France sur la scène européenne et internationale par la promotion du droit continental », Avocat au Barreau de Paris 32

La détermination de la juridiction compétente du contrat international de concession exclusive

Roberta Ribeiro Oertel

Docteur en droit international, Maître d'enseignement à l'Ecole des avocats du Barreau de Paris (EFB) et à l'Institut européen d'administration publique (EIPA) – Luxembourg, Avocate au Barreau de São Paulo, Brésil 36



L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Délégation des Barreaux de France

Chronique de contentieux de l'Union européenne

SOMMAIRE

L'arrêt *Intel* : l'économie est-elle soluble dans le droit ?

Antoine Winckler

Avocat au Barreau de Paris et Bruxelles, Expert français auprès de la Délégation permanente auprès de la CJUE et du TPUE du Conseil des Barreaux européens 40

L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Délégation des Barreaux de France
Bruxelles

Actualité du droit de l'Union européenne

Action extérieure, commerce et douanes

<i>Règlement des différends entre investisseurs et Etats membres de l'Union européenne, Cadre pour la gestion de la responsabilité financière</i>	47
<i>Gestion des risques en matière douanière</i>	48
<i>Recouvrement d'une dette douanière, Droit d'être entendu avant l'envoi d'un avis de paiement, Violation des droits de la défense</i>	49

Affaires intérieures

<i>FRONTEX, Surveillance des frontières maritimes extérieures</i>	51
<i>Demande de protection internationale, Mineurs non accompagnés, Détermination de l'Etat membre responsable</i>	53

Assurance

<i>Accident de la circulation, Notion de « véhicule », Notion de « circulation des véhicules »</i>	54
--	----

Concurrence

<i>Aides d'Etat, Projets d'intérêt européen commun</i>	55
<i>Pratiques anticoncurrentielles, Mise en œuvre des règles de concurrence par les autorités nationales de concurrence</i>	56
<i>Commissions multilatérales d'interchange, Restriction de concurrence, Absence de caractère objectivement nécessaire</i>	58
<i>Ententes, Systèmes de paiement, Groupement des cartes bancaires, Restriction de concurrence « par objet »</i>	59
<i>Ententes, Transport routier, Détermination des frais minimaux d'exploitation, Restriction de concurrence</i>	61
<i>France, Aides d'Etat, SNCM, Décision d'incompatibilité</i>	63
<i>Concentration, Engagements, Décision d'agrément de l'acquéreur des actifs cédés</i>	64

Consommation

<i>Comptes de paiement, Comparabilité des frais, Accès à un compte de paiement</i>	66
<i>Identification électronique, Services de confiance</i>	67
<i>Contrat de consommation, Clauses abusives, Droit au logement, Garantie immobilière</i>	68

Droits fondamentaux

<i>Déplacement international d'enfants, Droit au respect de la vie privée et familiale</i>	69
<i>France, Gestation pour autrui, Reconnaissance du lien de filiation établi à l'étranger, Droit au respect de la vie privée et familiale</i>	70
<i>France, Interdiction d'une tenue destinée à dissimuler le visage dans un espace public, Droit au respect de la vie privée et familiale, Droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, Interdiction des discriminations</i>	72
<i>France, Procédure de divorce, Absence de choix du moyen de régler une prestation compensatoire, Protection de la propriété</i>	73
<i>Regroupement familial, Droit au respect de la vie privée et familiale</i>	74

Economie et finances

<i>Etablissements de crédit, Mécanisme de résolution unique, Fonds de résolution bancaire unique</i>	75
<i>Organismes de placement collectif en valeurs mobilières</i>	77

Energie et environnement	
<i>Mécanismes nationaux de soutien à l'énergie verte, Libre circulation des marchandises</i>	78
Fiscalité	
<i>TVA, Contrat de crédit-bail, Livraison de biens effectuée à titre onéreux, Non-récupération des biens après la résiliation du contrat</i>	80
Justice, liberté et sécurité	
<i>Recouvrement transfrontière de créances, Procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires</i>	82
<i>Accès au territoire de l'Union européenne, Citoyen d'un pays tiers, Documents de voyage nécessaires</i>	83
<i>Droit de séjour des membres de la famille de ressortissants turcs, Connaissances linguistiques</i>	84
<i>Regroupement familial, Dépôt de la demande, Condition d'âge minimal</i>	85
<i>Ressortissants de pays tiers, Conditions d'admission à des fins d'étude, Contours de la marge de manœuvre des Etats membres</i>	86
<i>Ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, Conditions de rétention</i>	87
<i>Statut de résident de longue durée, Conditions d'octroi, Droit à un procès équitable</i>	88
Libre circulation des marchandises	
<i>Installations de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables, Refus d'octroi de certificats verts, Limitation à la production sur le territoire de l'Etat membre, Restriction justifiée par une raison d'intérêt général et des exigences impératives</i>	89
Libre prestation de services	
<i>Transport maritime, Fourniture d'un service à partir d'un Etat de l'Espace Economique Européen</i>	92
Profession	
<i>Avocat, Inscription dans l'Etat membre d'accueil sous le titre professionnel d'origine, Contours du droit d'établissement, Absence d'abus de droit</i>	93
Propriété intellectuelle	
<i>Dessin ou modèle communautaire non enregistré, Caractère individuel, Condition de validité de la charge de la preuve</i>	94
<i>Droit d'auteur et droits voisins, Exception pour parodie</i>	95
<i>Droit d'auteur et droits voisins, Œuvres protégées, Utilisation à des fins de recherche, Numérisation par une bibliothèque</i>	97
<i>Marques, Notion de « services », Commerce de détail, Identification des prestations</i>	98
<i>Marques, Signes susceptibles de constituer une marque, Représentation par dessin de l'aménagement d'un magasin « porte-drapeau »</i>	99
Santé	
<i>Notion de « médicament », Aptitude à modifier les fonctions physiologiques, Effet bénéfique des substances</i>	100
Social	
<i>France, Egalité des rémunérations entre travailleurs féminins et masculins, Régime de pension des fonctionnaires, Mesures visant à compenser l'interruption de l'activité professionnelle en raison de l'arrivée d'un enfant, Discriminations indirectes</i>	101
<i>Contraintes physiques liées aux derniers stages d'une grossesse et aux suites de l'accouchement, Notion de « travailleur », Droit à un complément de revenu</i>	103
<i>Sécurité sociale, Critère du calcul de l'indemnité fondé sur l'espérance de vie, Egalité de traitement entre hommes et femmes</i>	105
<i>Travail à durée déterminée, Gens de mer</i>	106
Transport	
<i>Transport aérien, Droit à indemnisation en cas de retard important d'un vol, Notion d'« heure d'arrivée effective »</i>	109

Informations générales

Informations générales

Nos formations	118
Autres manifestations	119
Nos partenaires	120